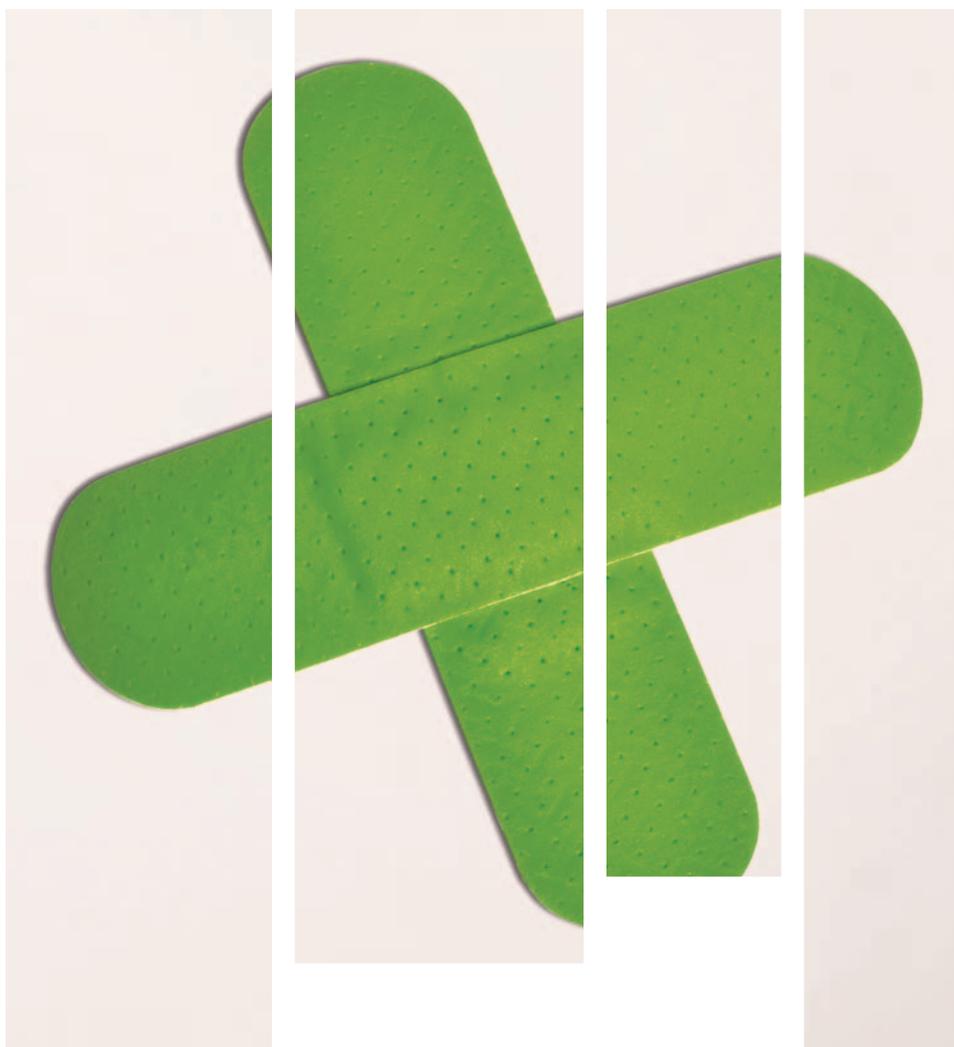


50/51°
NORD

DÉVELOPPEMENT DURABLE ET SANTÉ



Développement durable. Le mot ne cesse d'être écrit, prononcé, revendiqué. Alors que le concept et ses principes ont donné lieu à des contributions majeures depuis une vingtaine d'années, la mise en œuvre demeure pourtant bien en deçà des attentes. Ainsi pour certains, la notion pourrait paraître déjà usée tant elle est utilisée, répétée, scandée, brandie par les acteurs économiques, institutionnels, politiques. Dans cette agitation, l'implication du monde de la santé apparaît très discrète, voire absente.

La santé est pourtant au centre du développement durable, dont l'enjeu est l'interdépendance entre dégradation de l'environnement, respect des aspects sociaux, processus de développement et santé. Elle est aussi au cœur des situations de risques collectifs qui interrogent constamment l'indépendance des évaluations scientifiques eu égard aux enjeux économiques et au principe de précaution : épidémies, nouvelles maladies, expositions chroniques, impacts psychosociaux du travail et des modes de vie... Développer son activité dans le respect de l'environnement et des personnes, qu'est-ce que cela représente pour le secteur de la santé ? Premier employeur de la ville et souvent acheteur de tout premier plan. Comment, par exemple, l'hôpital se saisit-il de la responsabilité sociale et environnementale, s'inscrit-il dans les actes, les valeurs du développement durable ? Faut-il y voir le prolongement de réflexes bien installés, comme celui du tri et de l'élimination des déchets de santé, des vigilances, de la gestion des risques, pratiqués depuis plusieurs décennies dans les établissements de santé ou s'agit-il d'une nouvelle démarche, structurée et mobilisatrice ?

DÉVELOPPEMENT DURABLE : UNE NOUVELLE PL

En 1992, le principe I de la déclaration de Rio sur l'Environnement et le Développement affirmait : *les êtres humains sont au centre des préoccupations relatives au développement durable. Ils ont droit à une vie saine et productive en harmonie avec la nature.*

C'est un fait, le développement a un impact sur la santé : qu'il s'agisse du climat et des risques liés à son dérèglement (inondations), du système de santé (vaccination et prise en charge), de la pollution, des épidémies, des risques et nuisances liés aux déchets, à l'urbanisation, aux transports, à la production.

DES RESPONSABILITÉS LOCALES POUR UN ENJEU MONDIAL

D'abord politique, cette prise de conscience s'est généralisée : du niveau international au niveau local, les acteurs économiques multiplient les actions labellisées *développement durable* des plus symboliques aux plus pratiques, et bien évidemment les promeuvent : covoiturage, politique d'achats respectueuse de l'environnement, tri sélectif, construction HQE (Haute qualité environnementale), recyclage, réduction des consommations énergétiques, etc. On comprend la portée d'un tel engagement dès lors que les alertes répétées sur l'impact ravageur de la production et la consommation de masse deviennent visibles et menacent les équilibres de la planète.

Se draper de *vert* dans un tel contexte consiste à s'inscrire en tant qu'acteur responsable dans une démarche d'intérêt mondial. Comment ne pas y céder, surtout lorsqu'elle permet par là-même de dorénavant redorer son image auprès de clients, rebaptisés *consommateurs* depuis qu'on a cessé de ne voir en eux qu'un chiffre d'affaires potentiel. Il est devenu impossible de ne pas tenir compte de leur capacité à choisir parmi les produits ceux d'entreprises perçues *responsables*, au risque de les voir boycotter des marques et produits qu'ils jugent non conformes à leurs valeurs. Pour les séduire, les entreprises doivent avoir pris la mesure de leur responsabilité – leur responsabilité sociale surtout – qui englobe respect de l'environnement, des hommes et de leur bien-être.

SE SOIGNER, MAIS PAS SEULEMENT

Avant d'évoquer comment le phénomène gagne le secteur de la santé, il faut prendre conscience de la manière même dont la santé est perçue : l'aspiration des citoyens n'est plus seulement d'être soignés : la santé n'est plus seulement curative. La santé, c'est un ensemble d'éléments qui englobe le bien-être, l'équilibre, la confiance, l'épanouissement... une santé où la maladie n'aurait pas sa place, en somme. Être en bonne santé ne se résume plus à ne pas être malade. Vivre, c'est vivre en santé. De fait, manger, bouger, dormir, communiquer ne sont plus seulement nécessaires et naturels, ce sont aussi des actes de santé.

Cette perception ouvre de nouvelles attentes : en réponse à une anxiété quant aux risques, je veux savoir ce que je mange, ce que je respire, je veux renforcer mon *capital santé*, je veux savoir ce qui est *possible*, je veux le meilleur pour ma santé. Une aubaine que les promesses du marketing et de la publicité cultivent : moins de sel, plus de vitamines, *aliments*, compléments alimentaires... Avec la multiplication des injonctions de santé et des messages, le consommateur intègre qu'il lui appartient de tout faire pour être en bonne santé. Il est censé avoir potentiellement le choix.

Ainsi, la croissance et son impact sur nos modes de vie ont fait basculer les Occidentaux et leur histoire du manque à l'hyperchoix.

Or, pour choisir, il faut savoir. Ce nouvel ordre implique donc un besoin de comprendre : une recherche d'informations, une attente de réponses, un besoin d'attention face à ces inquiétudes.

UN NOUVEAU RÔLE À JOUER POUR LES PROFESSIONNELS

Ce mouvement implique et concerne les *acteurs* de la santé, qui ont un nouveau rôle à jouer, d'une part en matière d'accompagnement, et d'autre part en matière d'information.

Les patients, dont de plus en plus sont devenus *impatiens*, veulent être aidés dans la compréhension et l'explication des informations disponibles, nombreuses et d'inégale qualité. Les professions de santé ne sont plus autant *celles qui savent* : elles deviennent celles dont on attend qu'elles clarifient, qu'elles hiérarchisent. Elles ne peuvent se limiter à traiter que *ce qui fait mal*, on attend qu'elles aient une autre vision de notre santé et tiennent compte de l'équilibre du corps, de l'esprit et de bien d'autres choses encore.

Ce changement est amorcé : bien au-delà des seules compétences techniques, chacun attend des professionnels de santé qu'ils comprennent puis qu'ils guident et conseillent.

Et pour être un guide, il faut être sûr et exemplaire. En plus de leur garantir la qualité et la sécurité des soins, le système de santé doit répondre aux aspirations des citoyens. Au respect des procédures de soins, il convient d'ajouter des valeurs de protection de la santé et donc de s'inscrire dans des démarches respectueuses de l'environnement et de l'humain. C'est ainsi que les acteurs de santé n'échappent pas au besoin de réassurance quant à leur fonctionnement, leur organisation et leur comportement général.

DÉVELOPPEMENT DURABLE, OÙ EN SONT LES ACTEURS DE SANTÉ ?

C'est un fait, la notion de responsabilité est inhérente à l'acte de soin. Les précautions de mieux en mieux comprises ont progressivement été décrites, normées, réglementées et contrôlées. Les procédures et protocoles sont le quotidien de tous les acteurs de santé. Des vigilances concernent les actes de soins, leur suivi, l'hygiène, la qualité des matériaux, les produits pharmaceutiques, les équipements, les déchets, les fournitures en énergie... et pour chacun, leur usage et leur utilisation. Ces réflexes de responsabilité sont de plus en plus acquis. Sont-ils inclus dans une politique qui intègre la dimension humaine, économique, environnementale ?

Certains établissements ont initié des démarches exemplaires en matière de dépenses énergétiques, de politiques d'achats ou de construction, qui intègrent des critères du développement durable. La prise de conscience est désormais réelle pour de nombreux managers hospitaliers, incités également par les fédérations d'établissements de santé qui réalisent depuis quatre ans le baromètre du développement durable¹ et valorisent les réalisations exemplaires (cf. encadrés). Ces initiatives, de plus en plus nombreuses et qualitatives, ne sont pourtant pas encore le fruit d'une politique globale, intégrant l'humain et la gouvernance : elles sont souvent motivées par l'économie et la recherche de réduction des coûts. Reste donc à les élargir, les structurer et les partager pour que soigner sous-entende également participer à prendre soin de la planète et du bien-être de chacun.

FACE À PRENDRE POUR LES ACTEURS DE SANTÉ

LES HÔPITAUX ET LE DÉVELOPPEMENT DURABLE : LES PREMIERS BALBUTIEMENTS

Chaque année depuis quatre ans, le baromètre du développement durable en établissement de santé réalisé par la FHF, la FEHAP, la FHP, la FNLCC et les prix remis en lien avec Awards DDH permettent de faire le point des avancées des établissements de santé.

Organisée autour de six catégories (management, communication et ressources humaines, achats durables, construction, eau et énergie, transports), cette « évaluation » nationale a été envoyée en 2011 à 6 725 établissements sanitaires et médico-sociaux, dont seuls 6,8% y ont répondu. Cette participation, quoiqu'en augmentation, démontre la faible implication, voire le faible intérêt de la plupart des établissements pour le sujet.

Elle permet toutefois de repérer des initiatives encourageantes, dont les meilleures sont mises à l'honneur lors du salon annuel Hôpital expo, grand rendez-vous annuel des établissements de santé.

Deux établissements de santé du Nord – Pas-de-Calais ont été distingués en 2011 : la clinique Saint-Roch de Cambrai, pour son projet de prise en charge du patient selon les principes du développement durable, et le CHRU de Lille, récompensé trois fois Awards de la catégorie « eau et énergie » et cité comme initiative exemplaire dans les catégories « management » et « construction ».

LE CHRU DE LILLE² ET LE DD : MODESTEMENT MAIS SÛREMENT

Au CHRU, le développement durable serait un peu la prose de Monsieur Jourdain : depuis 2000, la priorité faite au management des risques a abouti à ce que le développement durable soit un axe stratégique de la politique en 2008 et qu'il évolue pour être un pilier du projet d'établissement 2012-2016.

C'est pourtant modestement que le directeur en charge du développement durable en fait état : « nous avons commencé par une première phase d'action, avec des objectifs opérationnels. Désormais, nous travaillons à bâtir une politique pour donner du sens à l'action ». Philippe Van de Woestyne sait qu'il reste beaucoup à faire : « nous devons continuer sur la construction, avancer en matière de politique d'achat, de transports, de communication et de ressources humaines... tout est développement durable ! » Après avoir traqué les fuites, mis sous surveillance les réseaux, réduit la consommation d'eau de 20% depuis 2008, bâti des établissements intégrant la dimension des économies énergétiques, optimisé le tri des déchets, travaillé à la sensibilisation du personnel... il reste en effet à faire. Mais l'hôpital est en marche : associé à l'ADEME pour un diagnostic carbone, en lien avec le Conseil Régional avec lequel il devrait signer une convention concernant la sensibilisation des usagers, l'intégration du DD dans les marchés publics, la santé au travail et la gouvernance régionale, partie prenante de groupes de travail nationaux, il sait aussi qu'il a un rôle moteur pour que l'ensemble des quelque 1000 établissements de santé – sanitaires et médico-sociaux – du Nord – Pas-de-Calais s'impliquent à leur tour.

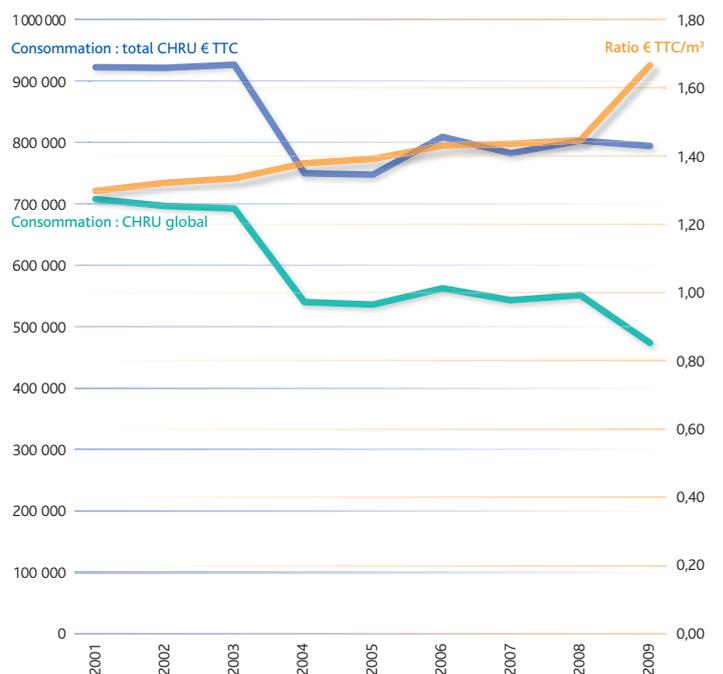
Suivi des consommations d'eau du CHRU de Lille



Source : CHRU de Lille - DTM2E / MIE Éd. du 14/04/2011.

1 - Baromètre du développement durable en établissement de santé piloté par la Fédération Hospitalière de France (FHF), la Fédération des Établissements Hospitaliers et d'Aide à la Personne (FEHAP), la Fédération des Hôpitaux Privés (FHP), la Fédération Nationale des Centres de Lutte Contre le Cancer (FNLCC), Awards DDH <http://www.health-lp.com/>

Analyse des consommations et des coûts de l'eau



Source : CHRU de Lille - DTM2E / MIE Éd. du 14/04/2011.

2 - Merci à Philippe Van de Woestyne, Directeur Délégué, et Wilfrid Descamps, Ingénieur.

3 questions à :

Myriam CAU

Vice-présidente du Conseil Régional Nord – Pas-de-Calais

Quel lien faites-vous entre santé et développement durable ?

La santé est intrinsèque au développement durable, dont la finalité est l'être humain. L'équilibre entre environnement, économie et social n'a de sens que s'il est tourné vers la personne humaine, et répond à ses besoins fondamentaux. À ce titre, la santé est un besoin vital, et ne signifie plus seulement ne pas être malade, mais vivre bien.

Une politique de santé, ce n'est donc pas seulement soigner mais aussi faire de la prévention, intégrer toute la dimension de l'être humain et tout ceci de manière systémique.

La crise écologique globale impacte la santé. Au quotidien, les expositions à la pollution, aux ondes électromagnétiques, la qualité de l'alimentation, la santé au travail – qui concerne particulièrement notre région et qui a été intolérablement négligée – imposent de nouveaux questionnements sur nos modes de vie, sur l'environnement et sur les inégalités.

La santé doit devenir une nouvelle grille de lecture de notre évolution. C'est pourquoi le Conseil Régional mène une politique volontariste en ce sens. D'ailleurs, la Région organise comme chaque année les « itinéraires du développement durable » qui ont la santé pour thème cette année.

Quelles sont les actions menées par le Conseil Régional en matière de santé et développement durable ?

L'ensemble de nos politiques intègre le développement durable. Le Schéma régional d'aménagement et de développement du territoire (SRADT) intègre un axe de travail sur la prévention, et toutes les directions du Conseil Régional travaillent actuellement à intégrer la santé dans leur grille de lecture de développement durable.

Nous sommes une région avancée en la matière : l'édition d'un rapport annuel du DD le prouve, qui inclut des indicateurs de contexte, de résultats, et bientôt, je l'espère, des indicateurs d'objectifs. Le principe des maisons de santé dont la création est soutenue et encouragée par le Conseil Régional en est une illustration : revitalisation des territoires, prévention et prise en compte globale de la santé et du bien-être, accès aux soins, encouragement à être acteur de sa santé...

Comment percevez-vous l'implication des acteurs de santé régionaux en matière de développement durable ?

Les grands établissements de santé doivent eux aussi répondre aux engagements du Grenelle de l'environnement. Si les obligations réglementaires les y contraignent, je constate que des évolutions sont en marche car la prise de conscience est réelle. Le CERDD (Centre de ressources du développement durable) est là pour accompagner les acteurs de santé dans leurs projets. Bien que nous soyons tout au début du travail, il ne s'agit pas d'une terre inconnue. L'essentiel est de passer d'une vision technique à une vision systémique, avoir un prisme plus large que celui de l'énergie et de la construction, intégrer la santé et l'épanouissement au travail, le territoire, les partenariats, les droits humains. L'hôpital a un niveau très élevé d'organisation, il doit au moins avoir l'acquis de ce qui est fait par les entreprises en matière de responsabilité sociale et environnementale. Réceptacle ultime de nos carences sociétales, il doit aussi être le reflet des politiques publiques. C'est pour cela que nous voulons l'accompagner, car nous connaissons aussi les difficultés auxquelles il est confronté.